

PROFITEZ DU PBIMJ
grâce au dispositif⁽³⁾ mis en place
par le Ministère de la Justice !

**Prenez RDV pour
constituer votre dossier :**

Je télécharge le formulaire
de demande de prêt sur le site :
www.csf.fr/pbimj

L'atout CSF pour vous :

Dans le cadre du Prêt Bonifié Immobilier du Ministère de la Justice, un droit d'entrée
au **Crédit Social des Fonctionnaires** et votre 1^{ère} année de cotisation vous sont OFFERTS⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Dispositif dans la limite du budget attribué selon la loi de finance
définie chaque année.

⁽⁴⁾ Un droit d'entrée au CSF est offert une fois pour toutes et la
cotisation CSF est offerte la 1^{ère} année, lors de la réalisation du
Prêt Bonifié Immobilier du ministère de la Justice aux agents du
ministère de la Justice.

Dans le cadre d'un marché public, CRÉSERFI, la société de
financement du **Crédit Social des Fonctionnaires** (SA au capital de
56 406 136 € - RCS Paris B 303477319 - Siège social : 9 rue du Fg.
Poissonnière 75009 Paris - Courtier d'assurances inscrit à l'ORIAS
sous le n°07 022 577 (www.orias.fr), a été désignée avec son
partenaire prêteur **Banque EDEL** (SNC au capital de 133 285 460 €
- Siège social : 60 rue Buissonnière - CS 17601 - 31676 Labège
Cedex - RCS Toulouse B 306 920 109 - Mandataire d'Intermédiaire
en assurance inscrit à l'ORIAS sous le n° 07 036 333 (www.orias.fr)
pour distribuer le Prêt Bonifié Immobilier du ministère de la
Justice. Une adhésion au Fonds Mutuel de Garantie, une assurance
et une adhésion pour le co-emprunteur de l'agent du Ministère de
la Justice seront exigés pour l'obtention de ce prêt.

Conformément à la loi, aucun versement de quelque nature que ce
soit, ne peut être exigé d'un particulier avant l'obtention d'un ou
plusieurs prêts d'argent. L'emprunteur d'un crédit immobilier dispose
d'un délai de réflexion de 10 jours. La vente est subordonnée à
l'obtention du prêt. S'il n'est pas obtenu, le vendeur doit rembourser
les sommes perçues.

CRÉSERFI intervient en qualité d'intermédiaire de crédit non
exclusif de plusieurs établissements de crédit. Il apporte son
concours à la réalisation d'opération de crédit, sans agir en qualité
de prêteur.

Le contrat CSF Assurance Emprunteurs n° V. 9764 0027 est
distribué par Créserfi, géré par CSF Assurances : SARL de courtage
d'assurances du CSF, au capital de 4 500 000 € - Siège social : 9
rue du Fg. Poissonnière 75313 Paris Cedex 09 - RCS Paris B 322
950 148 - inscrit à l'ORIAS sous le n° 07 008 834 (www.orias.fr)
et souscrit par le **Crédit Social des Fonctionnaires** auprès de
SwissLife Assurance et Patrimoine : SA au capital de 169 036
086,38 € - Siège social : 7 rue Belgrand - 92300 Levallois-Perret



Je prends rendez-vous avec
un conseiller Créserfi en appelant au :
01 71 25 17 00 (appel non surtaxé)

PRÊT BONIFIÉ IMMOBILIER

du Ministère de la Justice

Résidence principale • Immobilier neuf ou ancien
Construction • Rachat de soult

Nouveautés 2023 !
Hausse de la bonification à 1,5%
et des montants de prêt
de 10 000 €.



DEPPI1222PBIMJ - Illustrations : Régis Fallier. Préservons notre environnement : recyclez ce document après utilisation. IMPRIMERIE

Prenez rendez-vous au

01 71 25 17 00

(appel non surtaxé)



Rendez-vous sur
www.CSF.fr/PBIMJ


**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**
Liberté
Égalité
Fraternité



**Crédit
Social des
Fonctionnaires**

Créserfi
Société de financement du CSF
Caution / Crédits


**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**
Liberté
Égalité
Fraternité



**Crédit
Social des
Fonctionnaires**

Créserfi
Société de financement du CSF
Caution / Crédits



Rendez-vous sur
www.CSF.fr/PBIMJ

Voir conditions à l'intérieur

Groupe CSF : Services aux Adhérents • Crédits • Assurances • Épargne

Crédit Social des Fonctionnaires, association / Créserfi, société de financement du CSF / CSF Assurances, société de courtage d'assurance du CSF / Progretris, société de conseil en gestion de patrimoine du CSF.

PRÊT BONIFIÉ IMMOBILIER DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE



QUEL EST LE DISPOSITIF PROPOSÉ ?

- **NOUVEAUTÉ** : Un prêt immobilier complémentaire dont le taux de bonification par le ministère de la Justice s'élève à 1,5%.
- Ce prêt est mis en place pour l'acquisition ou l'agrandissement de la résidence principale.
- L'achat doit se faire en France métropolitaine et dans les DROM (Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte).



KI SONT LES BÉNÉFICIAIRES ?

- Être magistrat, fonctionnaire titulaire ou stagiaire* de l'État ou agent contractuel de l'État sous contrat à durée indéterminée.
- Être en position administrative d'activité au ministère de la Justice (au sens de l'article 33 de la loi du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'État).
- Être affecté dans les services centraux ou déconcentrés du ministère de la Justice en France métropolitaine ou dans un DROM.

* Anciennement titulaire et en détachement entrant.

ÊTES-VOUS ÉLIGIBLE AU PBIMJ ?

OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES CONCERNÉES :

Les opérations immobilières concernées sont celles prévues par l'article R317-2 du code de la construction et de l'habitation. Elles peuvent concerner un ou une :

- Construction.
- Acquisition dans le neuf ou l'ancien avec ou sans travaux.
- Extension de surface habitable attenante supérieure à 20m², directement et uniquement liés à l'habitation. Cela exclut les constructions non attenantes.
- Un rachat de soultte ou de part d'indivision.

Le logement doit être affecté à la résidence principale, immédiate et permanente de l'agent bénéficiaire, dans les conditions prévues par les deux premiers alinéas de l'article R.317-5 du code de la construction et de l'habitation. Cette condition d'immédiateté ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'une construction, qui devra toutefois être livrée et occupée dans un délai maximal de 2 ans.

LES BARÈMES DU PRÊT BONIFIÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE :

- Le PBIMJ ne peut pas représenter plus de 40% du prix d'achat du logement.
- Le montant maximum du PBIMJ est déterminé en fonction de la composition du ménage.
- Le PBIMJ n'est attribué que si la somme des revenus fiscaux annuels de référence, de l'ensemble des personnes composant le ménage, est inférieure aux plafonds fixés ci-dessous⁽²⁾.

NOUVEAU BARÈME 2023 POUR UN AGENT QUI CUMULE AFFECTATION ET ACQUISITION EN ZONE ALUR

Nombre de personnes du ménage	Revenu fiscal maximal ^{(1) (2)}	Nouveaux montants du PBIMJ	Durée de remboursement
1	37 500 €	25 000 €	120 à 204 mois
2	47 000 €	30 000 €	
3	55 000 €	35 000 €	
4	60 000 €	40 000 €	
5 et plus	65 000 €	45 000 €	



Bon à savoir ! Il ne peut être accordé qu'un prêt bonifié par le ministère de la Justice, par opération et par ménage.

NOUVEAU BARÈME 2023 POUR UN AGENT QUI NE CUMULE PAS AFFECTATION ET ACQUISITION EN ZONE ALUR (soit l'acquisition, l'affectation ou les deux, ne sont pas en zone ALUR)

Nombre de personnes du ménage	Revenu fiscal maximal ^{(1) (2)}	Nouveaux montants du PBIMJ	Durée de remboursement
1	37 500 €	20 000 €	120 à 204 mois
2	47 000 €	25 000 €	
3	55 000 €	30 000 €	
4	60 000 €	35 000 €	
5 et plus	65 000 €	40 000 €	



⁽¹⁾ Le revenu fiscal maximal de référence est celui de l'avant-dernière année précédant l'offre de prêt (année N-2).

⁽²⁾ Pour les agents affectés dans un DROM (Martinique, Guyane, Guadeloupe, La Réunion, Mayotte), le revenu fiscal de référence doit faire l'objet d'un abattement de 20%.